

Les crédits

région de Québec. Ils ont aussi reçu le plan d'affaires de la MIL Davie qui doit tout d'abord être approuvé par le gouvernement du Québec, est le principal actionnaire.

Pourquoi son parti tient-il à soulever cette question aujourd'hui, sachant que le gouvernement est déjà bien en possession du dossier, qu'il travaille, qu'il met le dossier de l'avant? Le député et ses collègues savent fort bien que nous nous occupons du problème du transfert de technologie industrielle pour en faire bénéficier les employeurs au Québec et ailleurs au Canada.

M. Dubé: Madame la Présidente, je remercie l'honorable député que je connais bien, puisqu'il est président du Comité parlementaire des ressources humaines où je siége moi-même, de me poser cette question. Cependant, pourquoi suis-je inquiet? Ce sont simplement les faits. Lorsqu'on nous parle d'un plan d'affaires qui a été déposé dernièrement, lorsque je dis que je suis inquiet, je suis en même temps déçu de voir que le ministre des Transports parlait tout dernièrement qu'il attendait un plan d'affaires. Il avait même écrit à ce sujet à la ville de Lévis, au conseil municipal, qu'il attendait ce plan d'affaires.

Au mois d'août dernier, quelques semaines avant le déclenchement de la campagne électorale, les gens de la MIL Davie avaient montré à l'actuel chef de Cabinet de l'actuel premier ministre, qui était candidat dans la ville de Québec, avec tous les candidats libéraux de la région de Québec, le fameux plan d'affaires. Quand on dit que le chef de Cabinet du premier ministre était déjà au courant du plan d'affaires à ce moment-là, on ne peut pas prétendre huit à dix mois plus tard qu'on ne connaissait pas l'existence de celui-ci.

Je me souviens, pour avoir été dans la campagne électorale comme bien d'autres Lévisiens et tous les travailleurs, de la visite même du premier ministre quelques jours avant la tenue des élections, où le premier ministre disait qu'il était d'accord avec le plan d'affaires. Or dans le plan d'affaires, qui lui avait été montré quelques minutes auparavant, il y avait les deux contrats de transition: il y avait le traversier des Îles de la Madeleine, il y avait le *Smart Ship* et il y avait aussi une aide à la mise en place d'infrastructures. C'était connu depuis le mois d'août.

Mais voilà, le gouvernement a été élu il y a quelques mois. On peut comprendre qu'il prenne jusqu'à janvier à s'installer, mais le 18 janvier, je rappelle à l'honorable député que de mon siège, ici, je posais une question à la Chambre, sur le traversier, et le ministre avait dit: «Sous peu.» Par la suite, on avait su que «sous peu», pour lui, cela voulait dire deux mois. Du 18 janvier, deux mois plus tard, si je sais bien compter, cela fait le 18 mars. Nous en sommes actuellement au mois de mai. Mais, somme toute, deux mois, cela peut ne pas paraître très long, mais les travailleurs perdent leur emploi à coup d'une centaine par semaine, et d'ici quelques mois, de 3 000 qu'ils étaient l'année dernière à pareille date, vont tomber à peut-être 400 ou 500 emplois. C'est 2 500 emplois et ce sera même 2 800 au mois de décembre. Et entendre comme réponse, de la part du gouvernement, qu'ils étudient ce dossier, cela devient intolérable pour des centaines de travailleurs qui attendent une réponse.

• (1550)

Ce genre de situation m'inquiète. C'est pourquoi aujourd'hui, à titre de député de Lévis, j'ai tenu à intervenir dans ce débat sur la conversion des industries militaires au civil. Je ne le fais pas uniquement pour mon comté, mais parce que pour toute la région de Québec, le chantier maritime MIL Davie représente 150 millions de dollars de masse salariale. Si on compte les emplois indirects de sous-traitance à tous niveaux, cela représente, pour les dix comtés autour de la région de Québec, une masse économique de 600 millions de dollars.

Vous savez qu'une entreprise de ce type-là a des effets secondaires. Alors, c'est extrêmement important. C'est un dossier qui, en plus, a été reconnu par le Conseil du patronat et par tous les organismes économiques au Québec, comme étant la priorité numéro 1. Le gouvernement libéral actuel le savait au moment où il était dans l'opposition, au moment où il était en campagne électorale et il le sait encore aujourd'hui. On est maintenant rendu au mois de mai 1994 et on attend encore une réponse.

Pendant ce temps-là, il y a des machines à rumeurs qui disent qu'on donnerait peut-être ce contrat-là à soumission, qu'il y aurait d'autres chantiers maritimes dans la région de l'honorable député. Et puis il y a le *Smart Ship*, un concept qui appartient à MIL Davie, conçu par MIL Davie, une idée originale qu'on présentait au début dans un plan d'affaires, de façon privée, mais qui aujourd'hui devient de plus en plus publique. Il se passe des mois et des mois, mais il n'arrive rien.

Il n'y a pas que moi qui suis inquiet. Il y a le ministre de l'Industrie et du Commerce du Québec, M. Tremblay—on peut peut-être dire son titre, il n'est pas ici, de toute façon—qui lui aussi s'impatiente. Il y a quelques semaines, une coalition de tous les partis qui oeuvrent sur la scène fédérale et provinciale, incluant le Parti libéral fédéral de la région de Québec, a appuyé les positions de MIL Davie. Malgré cela, aucune réponse. C'est indécent!

C'est donc un appel de plus, ultime peut-être, que je lance pour que ce gouvernement donne enfin une réponse et cesse de pénaliser une région du Québec parce qu'elle n'a pas voté pour le Parti libéral. Si c'est ça la raison, c'est dangereux. J'ai averti ce gouvernement qu'il y aura bientôt, dans quelques semaines, dans quelques mois, des élections provinciales qui pourraient avoir des conséquences majeures pour l'avenir de ce pays.

[Traduction]

M. Barry Campbell (St. Paul's): Madame la Présidente, je suis très heureux de participer à ce débat. Je voudrais remercier sur ce que le ministre de l'Industrie a dit, un peu plus tôt aujourd'hui, à propos de la reconversion des industries militaires.

Dans notre programme, nous avons reconnu qu'il était temps de convertir les industries militaires en industries civiles vouées à la technologie de pointe.

[Français]

Nous sommes déterminés à respecter cet objectif et avons d'ailleurs accompli des progrès importants en ce qui concerne l'élaboration d'une stratégie efficace.